

Lectures d'afkar/idées



Palestina. Ocupación, colonización, segregación
Itxaso Domínguez de Olazábal
Catarata, Madrid, 2022. 220 p.

Palestina. Ocupación, colonización, segregación d'Itxaso Domínguez de Olazábal, constitue une leçon qui nous aide à comprendre la réalité et la situation actuelle du peuple palestinien. Tout au long des sept chapitres, le livre analyse des questions clés telles que le nouveau cadre interprétatif permettant de comprendre la situation actuelle dans la Palestine historique ; la fragmentation du peuple palestinien, conséquence du système de colonisation ; l'évolution et la contextualisation des différents secteurs ou camps politiques palestiniens ; le rôle de la société internationale dans le « conflit » ; et les nouvelles formes de résistance et de contre-récits palestiniens. Enfin, l'épilogue, rédigé par Nadia Silhi Chahin, se penche sur la liberté d'expression et la solidarité avec la Palestine.

Il y a environ un an, Cheikh Jarrah faisait partie de l'actualité en raison de la décision d'un tribunal israélien d'expulser des familles palestiniennes de leurs maisons. Dans le même temps, Israël affirmait avoir le pouvoir de faire ce qu'il voulait à Jérusalem. Ainsi, Cheikh

Jarrah est devenu le point de mire de l'indignation palestinienne. En effet, ce qui s'y passait incarnait ce qui continue de se produire dans toute la Palestine, à savoir l'appropriation par Israël de terres et de maisons palestiniennes sur une base juridique douteuse. Cela a conduit à une série de protestations et d'affrontements avec les forces de sécurité israéliennes. Plus récemment, au cours du mois de Ramadan 2022, la violence s'est intensifiée à Al Aqsa suite au meurtre de la journaliste palestinienne Shirin Abou Akleh. Par ailleurs, un rapport d'Amnistie Internationale a montré que les confiscations massives de terres et de biens palestiniens, les déplacements forcés, les restrictions à la circulation et le déni de nationalité et de citoyenneté aux Palestiniens constituent un système d'*apartheid*, au regard du droit International. Pour comprendre en profondeur ce contexte actuel, il est essentiel de comprendre le passé, la réalité sur le terrain et les questions qu'Itxaso Domínguez de Olazábal met en évidence tout au long de son livre.

Le premier chapitre présente la manière dont les récits ethno-nationaux et ethno-religieux ont influencé le « conflit » palestinien-israélien. Il en résulte que d'autres origines ou explications du conflit sont ignorées. Il analyse également le colonialisme de peuplement qui s'est installé dans la Palestine historique depuis des décennies, et la manière dont il a abouti à un régime d'*apartheid*, la négation de l'identité palestinienne ayant toujours été présente dans le discours officiel israélien. Dans cette optique, l'auteur affirme qu'il est clair que le véritable objectif des Accords d'Oslo était de permettre à Israël de consolider son projet colonial et d'accroître ainsi son contrôle sur tous les aspects de la vie des Palestiniens.

D'autre part, il est impératif de réaliser que les dirigeants palestiniens sont divisés, ce qui soulève la question de savoir qui représente réellement les Palestiniens. Cette fragmentation est fondamentalement politique donnant naissance à différents camps politiques épousant des priorités différentes concernant la cause palestinienne, mais aussi des

priorités économiques, de classe, générationnelles et de genre.

Le deuxième chapitre analyse en profondeur cette fragmentation et la crise du mouvement national palestinien. Dans les suivants, à savoir les troisième, quatrième et cinquième, l'auteur analyse comment cette division a conduit à l'existence de différents camps politiques palestiniens, soumis à un régime juridique différent en fonction de leur situation géographique. Le troisième chapitre porte sur les Palestiniens de 1967 et distingue leurs trois réalités : la Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza. Le chapitre suivant est consacré aux Palestiniens de 1948 ou aux citoyens palestiniens d'Israël. Enfin, le cinquième chapitre est consacré à la diaspora palestinienne. À cet égard, n'oublions pas qu'en 1948, la société internationale considérait la question palestinienne comme un « problème de réfugiés ».

Un autre élément important à prendre en compte est l'attitude de la communauté internationale vis-à-vis de la question palestinienne. Le sixième chapitre examine le rôle des acteurs internationaux dans la détermination du problème d'origine du « conflit ». Il examine également comment le cadre d'Oslo a reconfiguré l'image d'Israël, passant d'un occupant à un pacificateur, et comment l'occupation est passée du statut de violation du droit international, à celui de simple conflit frontalier. Enfin, il est fait référence au rôle de certains acteurs internationaux de premier plan dans la Palestine historique, tels que les États-Unis, l'UE et les récents accords de normalisation avec certains États arabes.

Le dernier chapitre est consacré aux acteurs et aux groupes qui ont mené des actions de résistance dans le cadre de la cause palestinienne, au XXI^{ème} siècle. Ces résistances ont été populaires et non violentes. On y souligne qu'à l'heure actuelle, ce sont les Palestiniens qui ne sont pas alignés sur leurs dirigeants qui ont fait entendre leur voix dans les médias, les réseaux sociaux et les forums officiels. Le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui a permis aux Palestiniens de s'organiser entre eux et avec d'autres membres de la société civile, a également constitué un pilier important.

Nadine Silhi Chahin conclut le livre par un examen approfondi de la solidarité internationale avec la Palestine et du rôle du mouvement BDS de la société palestinienne, dans la défense des droits des Palestiniens. Elle analyse également la manière dont le droit Pénal a été utilisé contre les militants du BDS en Espagne, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et aux États-Unis. Enfin, pour conclure, elle analyse l'évolution de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, dans la défense des droits des Palestiniens en Europe.

En résumé, *Palestina* d'Ixaso Domínguez de Olazábal est un livre sur la Palestine, les Palestiniens et les Palestiniennes. Un livre essentiel, nécessaire et actualisé pour le public hispanophone dans le but de comprendre la réalité et la lutte palestiniennes. Un livre qui met en lumière le danger de parler de « solution » et que la liberté et la libération des Palestiniens passent par la décolonisation. En fin de compte, parler de la Palestine, c'est parler des droits de l'homme et du droit international.

– Oumaya Amghar, IEMed



El islam español contemporáneo. Una aproximación socioantropológica
Isaac Martín Lupiáñez, Comares
Editorial, 2021. 350 p.

Contrairement à ce qui peut prévaloir dans un pays comme la France, en Espagne, les questions

relatives à l'islam et aux musulmans ne structurent pas nécessairement le débat public. Et ce quand bien même l'aspect historico-culturel est virtuellement présent, eu égard au lien historique spécifique entre l'islam et l'Espagne.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la parution de l'ouvrage *El islam español contemporáneo. Una aproximación socioantropológica* de Lupiáñez mérite d'être soulignée. Les livres dédiés à la réalité du « fait musulman » en Espagne existent certes, mais il manquait probablement une forme d'état des lieux de la question qui, tel cet écrit, soit concentré sur la période contemporaine.

L'ouvrage de Lupiáñez est volumineux, car il tente d'être exhaustif. Partant de la réalité sociologique qui prévaut chez les musulmans vivant en Espagne, et suggérant un passage historique d'un « islam en Espagne » à un « islam espagnol », l'auteur met en exergue nombre de faits qui renseignent sur l'état d'une communauté musulmane par rapport à laquelle on dispose d'estimations plus que de faits concrets.

On y apprend notamment que l'Espagne ne compte qu'environ deux millions de musulmans qui résident en permanence sur son territoire, toutes catégories confondues (nationaux, naturalisés, convertis...). Si le fait que le nombre de Marocains d'origine soit majoritaire est connu, plus inattendu peut-être est le fait que cette communauté soit suivie en nombre par les Pakistanais, les Sénégalais, puis les Algériens d'origine ou de nationalité.

Tout aussi intéressant est le développement détaillé que fait Lupiáñez du fait institutionnel musulman en Espagne. La quête d'une institutionnalisation de l'islam fait sens, tant l'enjeu est important de voir les musulmans d'Espagne bénéficier d'un référent officiel pour leurs affaires religieuses. Mais il est intéressant de voir comment, en Espagne aussi, rivalités et luttes pour le pouvoir ont pris le dessus. L'historique des évolutions – puis des rivalités – entre la Fédération espagnole des entités religieuses

islamiques (FEERI), d'obédience marocaine, et l'Union des communautés islamiques d'Espagne (UCIDE), moins connotée en apparence notamment parce que dirigée durant longtemps de manière prudente et subtile par feu Riay Tatary, est très détaillée. L'auteur la base en partie sur des témoignages de personnalités de premier plan, certaines d'entre elles préférant rester anonymes. Lupiáñez explique également très bien comment la Commission islamique d'Espagne (CIE), interlocuteur officiel représentatif de l'islam et des musulmans devant l'administration espagnole, n'a pas dépassé ces mêmes clivages. Cependant, l'auteur n'explique pas cette passivité apparente de l'État espagnol devant les rivalités entre ces deux instances, et à quoi elle serait due réellement.

Toujours concernant les faits structurels comptant dans la compréhension de l'historique du culte musulman en Espagne tels qu'établis par l'auteur, on lira avec grand intérêt tous les détails relatifs à certaines personnalités-liges de l'islam espagnol (Mansur Escudero, Mounir Benjelloun...), ainsi que ceux relatifs à Riay Tatary. Outre des détails factuels importants, Lupiáñez n'hésite pas à rappeler des éléments d'action et de réputation de ces personnalités, qui mettent en exergue, par extension, la grande opacité qui entoure certains recoins de la question. On retiendra notamment la réputation que Tatary acquit d'être, en partie, un informateur des services de renseignement espagnols, sans que cela ne puisse jamais être établi de manière formelle.

Outre les entretiens cités, la somme de références qui jalonne cet ouvrage est aussi un gage supplémentaire de la qualité et du sérieux de l'auteur. Dans une certaine mesure, la volonté de Lupiáñez de faire le tour de la question et d'être aussi exhaustif que possible fait qu'il couvre un champ fascinant de ressources, qui en appellent tant à des compétences éclairées espagnoles – ou hispanisantes – qu'internationales. Mais cette implacable rigueur de la part de l'auteur bénéficie surtout aux

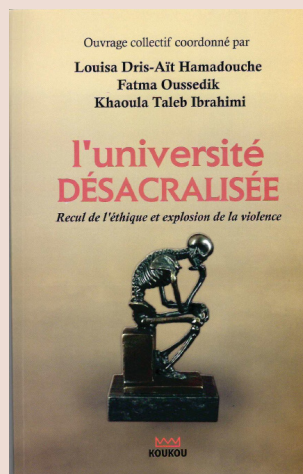
axes sus-évoqués. Pour le reste, l'ouvrage se noie parfois dans des développements qui semblent dépasser de beaucoup son objet principal.

On pourrait ainsi pointer la présence, parfois exagérée, de trames théoriques cherchant à annoncer les chapitres et leur objet. On ne peut que reconnaître, d'un point de vue scientifique, la haute valeur ajoutée que représentent les développements rappelant des théories fondamentales chères à Max Weber, Emile Durkheim, Karl Marx ou encore Pierre Bourdieu. Il en est de même en ce qui concerne l'historique des communautés et idéologies de l'islam (sunnisme, chiisme, malékisme, chafisme...). Mais on en vient aussi souvent à se demander si ces cadres théoriques sont d'un apport réellement fondamental pour la compréhension de la réalité de l'islam espagnol contemporain : une sensation de décalage prévaut parfois, avec la juxtaposition de rappels théoriques pertinents au demeurant, et des développements factuels plus spécifiques au sujet abordé dans l'ouvrage.

Par ailleurs, si Lupiáñez déploie une grille d'analyse pertinente sur beaucoup de thèmes relatifs à l'islam contemporain en Espagne, comme la réalité démographique des musulmans d'Espagne, ou l'historique de l'évolution du culte musulman dans le pays, il fait preuve de moins de sens du détail à l'heure d'aborder d'autres thèmes. Les chapitres dédiés aux questions de l'ordre et du contrôle social de l'islam en Espagne, aux idéologies et aux identités qui prévalent dans l'islam espagnol, à l'impact des attentats du 11 Septembre 2001 sur la perception par la société espagnole de l'islam et/ou des musulmans, ou encore à l'attitude des gouvernements successifs vis-à-vis des instances représentatives de l'islam espagnol, laissent souvent le lecteur sur sa faim. En contrepartie, les développements relatifs au degré d'islamophobie prévalant en Espagne et à ses variations sont clairs en termes quantitatifs, même s'ils auraient mérité une meilleure exploration des éléments conjoncturels et de causalité y afférents.

En somme, *El islam español contemporáneo* est un précieux ouvrage servi par la rigueur et la qualité de son auteur. Il est source d'informations utiles, tant pour les spécialistes de la question, qui y trouveront un grand nombre de statistiques et d'indications utiles, que pour le grand public intéressé par une approche pédagogique de l'islam en général et de sa variante espagnole en particulier. Un livre qui mérite donc de figurer dans toute bonne librairie, et qui compte à coup sûr comme l'une des références sur le sujet de l'islam contemporain en Espagne.

– Barah Mikail, professeur agrégé à l'Université Saint Louis–Campus de Madrid et directeur de Stractegia Consulting



***L'Université désacralisée.
Recul de l'éthique et explosion de la violence***

Ouvrage collectif coordonné par Louiza Dris-Aït Hamadouche, Fatma Oussedik, Khaoula Taleb Ibrahim. Koukou éditions, Alger, 2022. 344 p.

Les défis majeurs de l'université algérienne, face à la compétitivité et la compétition mondiales, sont énumérés par les auteurs de cette complexe étude. Plaidant pour la rationalisation des politiques et des systèmes de gouvernance, ils en appellent à aller impérativement

vers des approches scientifiques et objectives pointues : une nécessité qui mettrait en exergue la valeur de la science et du savoir, donc celle des universités, lieux de production et de transmission de sens. Cette nécessité ne devrait pas faire exception pour l'Algérie, dans le cours de l'histoire et du monde.

L'université algérienne compte aujourd'hui quelque 70 000 enseignants, et plus de deux millions d'étudiants répartis sur 106 institutions d'enseignement supérieur. Un budget annuel de 313 milliards de dinars, soit 6,8 % du budget de l'État. Une institution qui s'assimile plus à une pépinière où les meilleurs sont candidats prédisposés à l'émigration. La dernière vague de fuite de médecins, d'enseignants universitaires et d'étudiants en est la preuve, tous avancent un seul et même leitmotiv : la violence multiforme dans l'exercice de leurs fonctions.

Les auteurs de cet ouvrage, face au délabrement tous azimuts d'une université qui sombre dans l'anomie, avancent en préambule qu'« au pessimisme de la raison et au fatalisme de l'environnement, (ils préfèrent) opposer l'optimisme de la volonté et le devoir de l'intellectuel ». L'année 2017 marque le début de cette étude : des enseignants sont victimes d'agressions violentes sans précédent, perpétrées par des étudiants dans différentes universités du pays. Relayés par la presse nationale, ces graves dérapages sont restés impunis, les agresseurs n'ayant jamais été inquiétés. Interpellés par leur citoyenneté, interrogés par leur statut d'intellectuels, conscients que ces actes d'agressivité les ciblaient dans leur mission d'enseignants, des universitaires ont décidé d'analyser, de témoigner, de s'exprimer, de dénoncer et de prendre à témoin la société sur ce phénomène qui interpelle la communauté nationale dans son ensemble. Dix sept auteurs venus de différentes spécialités décryptent la violence, pas seulement la plus ostentatoire, verbale ou physique, mais surtout celle aux formes pernicieuses, insidieuses, car celle-ci sévit de façon permanente.

Redéfinir le rôle et le statut de l'enseignant, celui de l'étudiant ainsi que la relation pédagogique qui s'établit entre eux, reste au centre de la problématique de la violence à l'université. L'autorité, qui s'apparente à une posture morale, celle du détenteur du savoir, ne devrait pas dériver vers l'autoritarisme qui s'applique sur l'apprenant. L'enseignant est soumis à un code d'éthique et doit inspirer confiance. Son autorité ne doit en aucun cas être imposée par la contrainte. Son rôle consiste aussi à transmettre des valeurs : la triche, le plagiat, la corruption, la discrimination, le clientélisme, les passe-droits sont des comportements répréhensibles moralement, bien avant la loi. Toute proximité de l'enseignant vis-à-vis de l'étudiant ne doit en aucun cas dériver vers le copinage aux dépens du mérite et de l'effort. Tous ces dérapages dans l'exercice de la fonction ont favorisé l'émergence d'une violence permanente, aux aspects multiples, qui a touché divers paliers.

Le système LMD (Licence, Master, Doctorat), d'origine anglo-saxonne, est entré en vigueur dans les universités algériennes en 2005, s'inscrivant ainsi dans la mondialisation. Cette réforme connut une vive critique de la part du Conseil National des Enseignants du Supérieur (CNES), syndicat des enseignants du supérieur, pour qui la crise est multidimensionnelle, de la gestion, de la pédagogie, des infrastructures, de la qualité de l'enseignement... que le LMD ne va pas résoudre. L'ingénierie de ce système n'est pas applicable dans le cas de l'Algérie, un pays mono-importateur. Les enseignants universitaires refusent et déplorent le fait de délivrer des diplômes et non des connaissances. Selon le CNES, ce projet allait créer une université « à deux vitesses », où le grade national du diplôme serait remis en cause. L'inégalité régionale et sociale va prévaloir, où seuls les étudiants ayant un fort capital financier poursuivront leurs études. L'excellence de la formation est actionnée aux établissements dont les diplômes sont reconnus à l'étranger (écoles privées, Lycée international Alexandre Dumas...)

Par ailleurs, des logiques institutionnelles définissent une nouvelle posture sociale dans l'environnement universitaire. Contradictions organisationnelles (redistributions des postes de responsabilité par le haut...) et perversions professionnelles (plagiat, conflits d'intérêts...) ont fait que l'université et la recherche scientifique ne sont plus des facteurs d'émancipation et de développement social. Au cours des quatre dernières décennies, elles se sont transformées en foyers dormants d'émigration intellectuelle. Une fatalité collectivement intériorisée contre le gré de la plupart des enseignants universitaires, qui la vivent comme une extrême violence. Les auteurs de cet ouvrage qualifient cet état de fait d'« intellectocide », vécu à huis clos, caractérisé par son absence dans le discours politique dominant malgré ses enjeux majeurs et ses impacts transgénérationnels.

L'une des principales défaillances dénoncée est la primauté de l'administratif sur le scientifique, qui a fait que l'autonomie de l'université soit devenue une mission impossible. Face à l'autorité politique, cette autonomie n'existe plus, les facultés dépendent du ministère de l'Enseignement supérieur, qui dépend du gouvernement. À chaque niveau, chef de département, doyen ou recteur, les responsables sont nommés et dégommés sur la base de considérations laissées à la totale discrétion de la tutelle politique. Les prérogatives d'un doyen se réduisent à planifier les emplois du temps du corps enseignant, face à un responsable hiérarchique qui a droit d'existence sur son poste de travail. Cette hiérarchisation / subordination gère aussi les centres de recherche, qui ne jouissent d'aucune autonomie symbolique ni matérielle. Impératif de l'heure : revoir les statuts, afin de « défonctionnariser » le métier de chercheur et d'universitaire, repenser les mécanismes de gouvernance par un management pédagogique inclusif. Le constat fait par les auteurs de cette étude est sans appel : l'aisance financière de l'État a servi davantage à l'élargissement de la base sociale du régime par la clientélisation de pans entiers de la

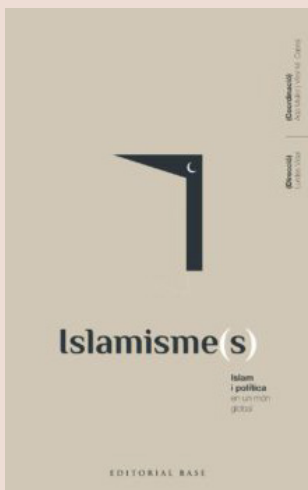
société, au détriment du progrès et du lien social.

Après le choc traumatique des violences meurtrières subies pendant la décennie 1990, l'université fait face à une autre anomalie fonctionnelle. Les pouvoirs publics avaient fait le constat que la violence avait ciblé et mobilisé des jeunes, facilement manipulés par les extrémistes, qui ont su instrumentaliser leurs fissures sociales. Le faible niveau d'études, le désœuvrement, et le manque de perspectives ont facilité leur embrigadement. De là, les gouvernements ont décidé de faire de l'université un rempart de prévention et de protection. À cette fin, le taux de réussite au bac a été multiplié par trois, tandis que les différentes wilayas de l'intérieur ont été dotées d'universités et centres universitaires. Destinée à juguler la violence, cette politique de massification a impacté négativement sur le niveau de l'enseignement, clochardisé nombre de disciplines à travers l'abaissement des conditions minimums de connaissances. Cette massification est à l'origine de la baisse du niveau des évaluations, condition *sine qua non* pour libérer suffisamment de places pédagogiques pour les paliers inférieurs. Aujourd'hui, l'université ne permet plus la promotion sociale, car elle produit beaucoup plus de chômage. Selon l'Office national des statistiques, les diplômés de la formation professionnelle constituent 24,1 % des sans-emploi, tandis que les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 23,7 % des chômeurs.

Incapable de prévenir et de lutter contre la violence multiforme, l'université a intériorisé les déviances et les reproduit souvent par contrainte. Des enseignants intègres assistent impuissants à la guerre des tranchées entre la compétence et l'allégeance, l'effort et le clientélisme, la justice et l'impunité. Une note d'espoir ? Oui, le sens de l'Histoire nous enseigne qu'aucun état léthargique imposé ne demeure éternellement. Si l'impasse d'aujourd'hui est une réalité, la perspective d'épanouissement au vu des potentialités que recèle la société l'est aussi.

Je conclue par cette note introductive à l'ouvrage : « Nous avons illustré la couverture avec *Le penseur de Morand* (1907) car nous considérons que *Le penseur de Rodin* (1880), qui a souvent symbolisé l'exercice d'une pensée autonome, ne parvient pas à s'incarner en Algérie. L'intellectuel a, aujourd'hui, dans notre pays, cédé la place à un être décharné qu'une Université désacralisée empêche d'exercer dignement sa fonction critique, lui refusant le statut auquel il aspire ».

– *Sadjia Guiz, journaliste, Algérie*



Islamisme(s). Islam i política en un món global

Lurdes Vidal Bertran (dir.), Editorial Base, Barcelone, 2021, 230 p.

Islamisme(s) est le résultat de trois décisions courageuses : publier un livre sur l'islam politique en Europe aujourd'hui, le faire avec une vocation de divulgation et, de surcroît, ne pas perdre la rigueur en cours de route. Lurdes Vidal Bertran, Ada Mullot et Vitor Cabral ont réussi ces trois défis en recrutant un large panel d'académiciens, de chercheurs et de journalistes qui dessinent un tableau kaléidoscopique, avec une touche de nuances, un arrière-plan historique et des personnages actuels. Parce qu'il n'y a pas un seul islam et il n'y a pas un seul islamisme, mais plusieurs, qui se sont construits et continuent de se construire dans des contextes différents et qui fonctionnent avec des

objectifs parfois contradictoires : des islamismes qui s'appuient sur le même Coran et ses interprétations, pour défendre une chose et son contraire. Des partis inspirés par la morale musulmane (comme les démocrates chrétiens ou les partis à matrice évangélique) aux mouvements qui prônent l'insurrection armée. C'est ce qui rend nécessaire une approche plurielle, qui doit prendre la forme d'un film plutôt que d'un portrait.

« Parler, étudier et débattre de l'islamisme est devenu une activité risquée : non seulement en raison du danger de se tromper face à un objet d'étude en mouvement permanent, mais aussi parce que ce domaine devient souvent un champ de mines, où il est facile de se blesser et d'être accusé de collusion avec des intérêts géopolitiques et des guerres civilisatrices », écrit à juste titre Lurdes Vidal Bertran. Un risque assumé par la Fundació Flama, qui continue de lutter contre les visions stéréotypées et diabolisantes, afin de promouvoir la solidarité entre les peuples de la Méditerranée.

Car, de quoi parle-t-on ? Nous parlons de mouvements qui prônent l'intégration de la morale islamique dans la politique et l'administration, confrontés au sécularisme. Ils sont, comme tous les mouvements politiques, le résultat d'un processus historique qui prend des formes différentes selon chaque endroit, dans une dynamique où le global et le local sont interconnectés. Cette « glocalisation » est pleine de tensions et de contradictions, ancrée dans une région convulsée. Les islamismes comme résultat de la décolonisation et de l'échec des régimes (également différents) qui en sont issus, incapables (ou n'essayant même pas) d'offrir à leurs populations des conditions de vie dignes ou des libertés démocratiques minimales. Les soulèvements sociaux, la recherche d'alternatives, les ingérences extérieures, les relations de classe et de pouvoir reviennent et se retournent. Et les islamismes cherchent à réagir dans ces contextes, parfois pour soutenir le changement, parfois pour le bloquer.

Le livre commence par une section sur les notions idéologiques et politiques de base. Elle est suivie d'une étude de la relation entre les

islamismes et l'État et d'une série d'entretiens avec des dirigeants islamistes du Maroc, de Tunisie, du Liban et de Gaza. La quatrième section explore la relation entre islamisme et libertés, du féminisme à la sexualité en passant par le respect de la diversité religieuse. Il aborde également sans crainte la relation entre islamisme et violence, avec une thèse novatrice de Jean-Pierre Filiu selon laquelle le djihadisme est une nouvelle religion contemporaine scindée de l'islam et qui considère les musulmans comme son principal ennemi. Vous trouverez également dans *Islamisme(s)* un glossaire utile, une liste de personnages clés et des recommandations intéressantes « pour en savoir plus ». Une édition soignée avec des illustrations et des infographies aide à fixer les concepts.

Connaissances et contexte dans une Europe où les pamphlets d'extrême-droite façonnent, malheureusement, de plus en plus, le récit sur l'islam. Celui qui présente l'islam et l'islamisme (au singulier) comme synonymes de terrorisme, d'immigration galopante, de machisme ou de menace civilisationnelle ; qui condamne les musulmans pour leur religion et leur appartenance ethnique (uniquement lorsqu'il s'agit des pauvres) avec une kyrielle d'aprioris et de préjugés fondés sur une supériorité morale tonitruante ; qui fonctionne avec un outil politique terriblement efficace : la peur. La peur de l'« autre », qui voit l'« autre » comme une masse uniforme et déformée dans laquelle il n'y a pas de place pour les nuances ou les contradictions. Même si ces contradictions crient au ciel. Des positions qui touchent parfois à celles d'une gauche bienpensante tout aussi chargée de supériorité morale et toujours ancrée dans l'orientalisme.

Je finis par deux requêtes. Aux lecteurs désireux d'en savoir plus sur le monde d'aujourd'hui (et sur notre Méditerranée), lisez-le : en un peu plus de 200 pages, vous trouverez un état des lieux précieux qui synthétise les connaissances d'observateurs faisant autorité. Aux auteurs, continuez à prendre des risques, ne jetez pas l'éponge : les enjeux sont trop importants.

– *Cristina Mas, journaliste, ARA*